

# Cahier des Clauses Communes particulières (CCCP)

## Marché de services

**Mission d'audit, d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de conseil pour la  
préparation et la passation des marchés d'assurances et de suivi  
d'exécution des marchés**

**N° 251000158**

**CCAG APPLICABLE : PI (cahier des clauses administratives générales applicables aux  
marchés publics de prestations intellectuelles - Arrêté du 30 mars 2021)**

**Procédure adaptée conformément aux articles R2123-1 1° et R2123-4 du code de la commande  
publique**

## Table des matières

<b>1. PREAMBULE.....</b>	<b>4</b>
<b>2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>6</b>
<b>3. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES .....</b>	<b>7</b>
<b>4. BONS DE COMMANDE .....</b>	<b>7</b>
4.1. Passation des Bons de commande – Généralités .....	7
4.2. Contenu des Bons de commande .....	7
<b>5. PROCEDURE.....</b>	<b>7</b>
<b>6. SOUS-TRAITANCE ET COTRAITANCE.....</b>	<b>7</b>
6.1. Cotraitance.....	7
6.2. Sous-traitance et directe et indirecte .....	8
6.2.1. Sous-traitance directe .....	8
6.2.2. Sous-traitance indirecte .....	8
6.2.3. Sous-traitance occulte.....	8
<b>7. PIECES CONTRACTUELLES.....</b>	<b>8</b>
<b>8. SUIVI DU MARCHE .....</b>	<b>9</b>
<b>9. CARACTERISTIQUES DES PRIX.....</b>	<b>9</b>
<b>10. REVISION DES PRIX .....</b>	<b>9</b>
<b>11. CLAUSES BUTOIR ET DE SAUVEGARDE .....</b>	<b>10</b>
<b>12. DELAI D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE .....</b>	<b>10</b>
<b>13. PENALITES .....</b>	<b>10</b>
<b>14. MODALITES RELATIVES AU REGLEMENT .....</b>	<b>11</b>
14.1. Avance 11	
14.2. Acomptes .....	11
<b>15. REGLEMENT DES PAIEMENTS.....</b>	<b>12</b>
15.1. Présentation des demandes de paiement .....	12
15.2. Délai global de paiement .....	12
15.3. Paiement des co-traitants et des sous-traitants .....	13
15.3.1. Répartition des paiements .....	13
15.3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché .....	13

15.3.3. Modalité de paiement direct par virements .....	13
16. ATTESTATION .....	13
17. ADMISSION DES PRESTATIONS .....	13
17.1. Opérations de vérification .....	13
17.2. Décision suite aux opérations de vérification .....	14
18. DROIT DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE .....	14
19. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL .....	14
20. CLAUSE DE REEXAMEN .....	15
21. MODIFICATION DU MARCHÉ- AVENANT .....	16
21.1. Avenant modificatif .....	16
21.2. Prestations supplémentaires .....	16
21.3. L'avenant de transfert .....	16
22. MARCHÉ NEGOCIÉ SANS MISE EN CONCURRENCE .....	16
23. ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS .....	16
24. RÉSILIATION .....	17
25. EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES .....	17
26. ASSURANCES .....	17
27. RÈGLEMENT DES LITIGES .....	18
28. OBLIGATIONS DE CONSEIL .....	18
29. PRÉVENTION DES RISQUES DE CONFLIT D'INTÉRÊT ET DE CORRUPTION .....	18
30. DÉROGATIONS AU CCAG .....	19
31. Annexes : .....	19
Annexe 1 : Spécifications techniques .....	20

## 1. PREAMBULE

Reconnu dans le monde entier comme l'un des tout premiers instituts en sciences et technologies marines, l'Ifremer s'inscrit dans une double perspective de développement durable et de science ouverte. Il mène des recherches, innove, produit des expertises pour protéger et restaurer l'océan, exploiter ses ressources de manière responsable, et partager les connaissances et les données marines afin de créer de nouvelles opportunités pour une croissance économique respectueuse du milieu marin.

Présents sur toutes les façades maritimes de l'hexagone et des outremer, ses laboratoires sont implantés sur une vingtaine de sites dans les trois grands océans : l'océan Indien, l'Atlantique et le Pacifique. Pour le compte de l'Etat, il opère la Flotte océanographique française au bénéfice de la communauté scientifique nationale. Il conçoit ses propres engins et équipements de pointe pour explorer et observer l'océan, du littoral au grand large et des abysses à l'interface avec l'atmosphère.

Ouverts sur la communauté scientifique internationale, ses 1500 chercheurs, ingénieurs et techniciens font progresser les connaissances sur l'une des dernières frontières inexplorées de notre planète ; ils contribuent à éclairer les politiques publiques et à l'innovation pour une économie bleue durable. Leur mission consiste aussi à sensibiliser le grand public aux enjeux maritimes.

Fondé en 1984, l'Ifremer est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), dont le budget avoisine 240 millions d'Euros. Il est placé sous la tutelle du ministre chargé de la recherche, du ministre chargé de la mer et du ministre chargé de l'environnement.

### ⇒ Ses Missions

En tant qu'institut de recherche intégré en sciences marines, l'Ifremer contribue au système de recherche et d'innovation national, ainsi qu'à l'espace européen de la recherche. La recherche de l'institut vient en appui du déploiement de politiques maritimes afin d'y apporter son expertise. L'Ifremer s'inscrit également dans une logique de valorisation, de recherche et développement et contribue significativement au développement et à l'opération des infrastructures de recherche marine françaises et européennes.

Depuis le 1er janvier 2018, l'Ifremer est l'opérateur unique de l'Infrastructure de recherche Flotte Océanographique Française (IR\*FOF) au bénéfice de la communauté scientifique française. Cette flotte est composée à ce jour de quatre navires hauturiers, un navire « semi-hauturier », cinq navires côtiers, sept navires de station, des engins sous-marins et des engins et équipements lourds, comme les équipements sismiques (voir : <https://www.flotteoceanographique.fr/Nos-moyens>).

L'Ifremer dispose d'un supercalculateur, qui associe capacités de calcul et stockage de données (<https://www.ifremer.fr/fr/infrastructures-de-recherche/le-supercalculateur-datarmor>).

### ⇒ Ses Métiers

La pluridisciplinarité de ses activités scientifiques confère à l'Ifremer une grande hétérogénéité de ses fonctions. On retrouve ainsi du personnel spécialisé en halieutique, en gestion de données et modélisation, en microbiologie, en biologie, en chimie, en robotique, en électronique, etc.

Nous retrouvons, au sein des équipes opérationnelles, trois catégories de métiers :

- Chercheur



- Ingénieur
- Technicien

En appui aux métiers opérationnels, l'Ifremer dispose de fonctions supports. On retrouve ici les métiers des ressources humaines, du juridique, de la gestion financière et comptable, des achats, de la communication, de la qualité, de la sécurité, de l'informatique, de la valorisation et des affaires européennes et internationales.

Il convient de préciser que ces métiers évoluent dans le cadre du code des marchés publics et de la comptabilité publique.

#### ⇒ Ses implantations

L'Ifremer bénéficie d'un solide réseau d'implantations avec cinq principaux centres auxquels sont rattachées des stations ou délégations sur le territoire métropolitain et outre-mer (dont la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française). ([Implantations Ifremer](#))

Cette présence distribuée de l'Ifremer dans le monde facilite les interactions avec les acteurs locaux, la prise en compte de la diversité des façades maritimes française et l'étude d'écosystèmes variés. La flotte océanographique française, opérée par l'Ifremer, contribue à ce rayonnement de l'Ifremer dans les trois grands océans.

L'Ifremer héberge des entités d'autres organismes publics (IRD, ANSES...) ainsi que l'ERIC EURO-ARGO, entité juridique européenne. L'ERIC EURO-ARGO est co-assuré sur la police RC de l'Ifremer.

#### ⇒ La flotte océanographique française

L'Ifremer est propriétaire d'une flotte de navires de recherche scientifique et d'un parc d'équipements et engins scientifiques qu'il met au service de la communauté scientifique française pour la réalisation de projets scientifiques nécessitant des moyens à la mer dans le cadre de l'organisation de campagnes scientifiques (<https://www.flotteoceanographique.fr/>) via son armateur, la SAS GENAVIR (<https://www.flotteoceanographique.fr/>). L'Ifremer est également sous-affrèteur du navire Marion Dufresne, propriété du GIE MD II. Ce navire, affrété par les Terres Australes et Antarctiques Françaises est actuellement armé par la société Louis Dreyfus Armateur. L'Ifremer affrète également coque nue un navire de l'Institut de Recherche pour le développement armé par la SAS GENAVIR.

#### ⇒ Le groupe Ifremer

A la date de publication du présent marché, l'Ifremer a deux filiales dont il est associé unique : la SAS GENAVIR et la SAS Ifremer Investissement Innovation. L'Ifremer a des parts minoritaires au sein de sociétés privées et de groupements d'intérêt publics, et notamment au sein du GIP IPEV – Institut polaire - destiné à intégrer l'Ifremer d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2027.

Une présentation de l'Ifremer est disponible sur le site internet : [wwz.ifremer.fr](http://wwz.ifremer.fr).

Les documents de référence présentant l'institut sont également disponibles : <https://wwz.ifremer.fr/L-institut/Documents-de-reference>

**GENAVIR** : La SAS GENAVIR une compagnie maritime opérant principalement les navires de l'Infrastructure de recherche Flotte Océanographique Française (IR\*FOF). Elle a notamment pour missions :

- Conduite des navires, engins sous-marins (dont le sous-marin Nautilie) & équipements scientifiques,

- Maintien en Conditions Opérationnelles,
- Acquisition, qualification et traitement de la donnée océanographique,
- Assistance à la maîtrise d'ouvrage & Organisation de campagnes scientifiques

La SAS GENAVIR comprend environ 422 collaborateurs. Elle est associée unique de la SAS OD MARINE (OCEAN DATA MARINE).

Une présentation de la SAS GENAVIR est disponible sur le site internet : <https://www.genavir.fr>

A la date de publication du présent marché, l'Ifremer confie à la SAS GENAVIR la gestion de ses navires et engins via la conclusion d'un contrat cadre de gestion et d'un contrat cadre d'assistance technique. Cette situation juridique et contractuelle est en cours d'évolution.

**Ifremer Investissement Innovation** : La SAS Ifremer Investissement Innovation a pour objet la prise de participations dans des entreprises ou sociétés dont l'activité est liée au développement de projets ou d'applications dans le domaine des sciences et technologies marines, le soutien des filières mises en place par d'autres instituts de recherche contribuant au développement de la connaissance dans le domaine des sciences et technologies marines. Elle assure la gestion, l'administration et le transfert (notamment sous forme de cession) de ces participations.

La SAS Ifremer Investissement Innovation n'a pas de salariés. L'Ifremer et la SAS Ifremer Investissement Innovation ont conclu un contrat dans lequel l'Ifremer fournit à la SAS Ifremer Investissement Innovation des services dans le domaine juridique, comptable, administratif, la gestion des filiales et participations, la communication, la gestion de systèmes informatiques et la gestion des données à caractère personnel. La SAS Ifremer Investissement Innovation est co-assurée sur la police RC de l'Ifremer.

## 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet de définir les conditions de réalisation de :

- L'audit de l'ensemble des assurances contractualisées par l'Ifremer, ses filiales dont la SASU GENAVIR, filiale à 100% de l'Ifremer, ainsi que ses filiales (ci-après le groupe Ifremer). Le livrable attendu est :
  - la description de la situation des risques couverts,
  - les préconisations pour une couverture complète et optimisée des risques,
  - les préconisations sur l'opportunité d'un groupement de commande entre Ifremer et ses filiales (notamment la SASU GENAVIR) pour le marché assurances, définissant notamment les assurances à prendre conjointement ou séparément.
- L'assistance à maîtrise d'ouvrage et de conseil pour la préparation et la passation des marchés publics d'assurance et, le cas échéant, du contrat de groupement de commande avec la SASU GENAVIR,
- La préparation des documents de consultations des entreprises,
- Le dépouillement des candidatures et des offres et de l'assistance au choix,
- L'assistance et les conseils pendant la durée des contrats,
- la rédaction d'une Foire Aux Questions destinée au personnel portant sur l'ensemble des polices (environ 60 questions).

Le détail des prestations est par ailleurs défini aux spécifications techniques (Annexe 1).

Les contrats d'assurance, qui font l'objet du présent marché devront prendre effet au **1<sup>er</sup> janvier 2027.**

### **3. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

Se référer à l'Annexe 1 ci-après

### **4. BONS DE COMMANDE**

Le marché constitue un accord-cadre à bons de commande conformément aux articles L2125-1 et R2162-3 du Code de la Commande Publique et dans le cadre défini à l'article 2 de l'acte d'engagement.

#### **4.1. Passation des Bons de commande – Généralités**

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 3 jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG/PI, si le démarrage du premier bon de commande intervient dans un délai de plus de 6 mois à compter de la notification du marché, le titulaire doit exécuter le bon de commande et les dispositions relatives à la résiliation prévues à cet article ne s'applique pas.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du présent accord-cadre tant que le délai d'exécution du bon de commande n'excède pas de plus de 3 mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

A la notification du bon de commande le titulaire prend contact avec l'Ifremer pour convenir des modalités exactes de traitement de la commande.

#### **4.2. Contenu des Bons de commande**

Les prestations sur bons de commande sont définies au Bordereau des prix unitaires.

### **5. PROCEDURE**

La procédure retenue est la procédure adaptée en application des articles R.2123-1 1° et R.2123-4 du code de la commande publique.

### **6. SOUS-TRAITANCE ET COTRAITANCE**

#### **6.1. Cotraitance**

Les opérateurs économiques peuvent constituer l'un ou l'autre des groupements définis à l'article R2142-20 du Code de la Commande publique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

Quel que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

## 6.2. Sous-traitance et directe et indirecte

### 6.2.1. Sous-traitance directe

Le titulaire d'un marché (lot) est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600.00 € T.T.C.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par la Représentant du pouvoir adjudicateur. Lors de la déclaration de sous-traitance le titulaire doit obligatoirement détailler l'objet et le prix des prestations sous-traitées sous réserve de voir la déclaration rejetée par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché selon les modalités définies au CCAG PI.

### 6.2.2. Sous-traitance indirecte

Le sous-traitant indirect est le sous-traitant d'un sous-traitant, appelé entrepreneur principal du sous-traitant indirect.

L'entrepreneur principal du sous-traitant direct titulaire principal d'un marché (lot) est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600.00 € T.T.C.

Le sous-traitant indirecte devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par la Représentant du pouvoir adjudicateur. A cette fin, le représentant du Pouvoir adjudicateur doit se voir notifier dans les conditions définies à l'article 3.6.3 du CCAG/PI les documents suivants :

- Une déclaration comportant l'ensemble des informations exigées pour la déclaration d'un sous-traitant direct,
- La copie de la caution personnelle et solidaire fourni par l'entrepreneur principale à son sous-traitant, accompagnée d'une attestation du titulaire indiquant qu'il a reçu copie de la caution personnelle et solidaire,
- En cas de délégation de paiement, copie de l'acte par lequel le titulaire principal donne délégation au représentant du pouvoir adjudicateur pour paiement à son sous-traitant à concurrence du montant des prestations exécutées par ce dernier.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant indirecte ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché selon les modalités définies au CCAG Travaux.

### 6.2.3. Sous-traitance occulte

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 27 du CCAG).

## 7. PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE),
- Le bordereau des prix unitaires (BPU),
- Le présent cahier des clauses communes particulières (CCCP) et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant,



- Le mémoire technique du titulaire,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles - Arrêté du 30 mars 2021.

Le CCAG/PI est une pièce générale qui, bien que non jointe, est une pièce constitutive du marché. Elle est réputée connue du titulaire du marché. Elle est disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr>

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/PI, la notification du marché comprend la seule copie de l'acte d'engagement. L'exemplaire de chacune des pièces du marché, conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seul foi.

Le titulaire du marché est réputé connaître l'ensemble des pièces contractuelles ci-dessus énumérées et accepte l'ensemble de leurs clauses et conditions, y compris en ce qu'elles auraient de contraire à ses conditions personnelles de ventes.

## **8. SUIVI DU MARCHÉ**

Les personnels du Titulaire en charge des prestations sont obligatoirement ceux présentés par le Titulaire dans son offre. A défaut, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer la pénalité de l'article 13 et la clause de réexamen de l'article 20 ci-après, voir la résiliation pour faute de l'article 24 ci-après. De plus, dès la notification du marché le Titulaire désigne un interlocuteur unique pour les besoins de l'exécution du marché. Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Si en cours d'exécution du marché, le personnel affecté aux prestations n'est pas celui prévu dans l'offre du Titulaire, celui-ci est tenu d'informer sans délai le Pouvoir Adjudicateur. Le titulaire doit présenter sans délai le profil du nouvel intervenant. Ce nouveau profil doit présenter le même niveau d'expérience et de qualification que la personne remplacée. Dans tous les cas, Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de refuser le profil proposé par le Titulaire. Dans tous les cas, si le profil proposé ne présente pas le même niveau de qualification et d'expérience que le personnel initialement prévu dans l'offre, la clause de réexamen de l'article 20 suivant pourra s'appliquer.

Plus généralement, le titulaire doit notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

## **9. CARACTERISTIQUES DES PRIX**

Les prix définis dans le BPU sont forfaitaires et/ou unitaires et révisables. Ils comprennent toutes les charges fiscales et autres définis à l'article 10.1.3 du CCAG/PI

Le détail des montants des prestations est défini au bordereau de prix unitaires (BPU).

## **10. REVISION DES PRIX**

Sauf pour la première année d'exécution où il est fait application des prix notifiés au marché, les prix du BPU sont ensuite révisés à chaque date anniversaire de notification du présent accord-cadre en appliquant la formule paramétrique suivant :

$$P = P_o \times \text{SYNTEC1} / \text{SYNTEC0}$$

Où :

P = Prix révisé

Po = Prix initial

SYNTEC0 : Valeur d'indice SYNTEC connu à la date d'établissement des prix (août 2025)

SYNTEC1 = Dernière valeur connue d'indice SYNTEC à la date de révision des prix

Pour toute demande de révision des prix, le titulaire doit en avoir informé l'Ifremer, par courriel à [cellule.marche@ifremer.fr](mailto:cellule.marche@ifremer.fr) un mois avant la date anniversaire du marché. Le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de révision ainsi que les nouveaux tarifs en résultant.

L'Ifremer informe le titulaire de l'acceptation de la révision des prix par ordre de service.

La révision se fait prix par prix et est applicable à compter de la date anniversaire du marché. La révision ne peut être rétroactive.

## 11. CLAUSES BUTOIR ET DE SAUVEGARDE

Chaque prix de l'accord-cadre ne peut évoluer, au cours d'une même année, calée sur la date anniversaire du marché, que de 1.5 % maximum par rapport à l'année précédente.

## 12. DELAI D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Les délais d'exécution sont définis au BPU pour chaque prestation.

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations du BPU dans les délais d'exécution définis au BPU.

## 13. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI les pénalités de retard sont les suivantes :

Pénalités	Montant pénalité
Pénalité pour dépassement des délais indiqués dans le bordereau des prix unitaires (BPU)	3 % du montant en € HT de la prestation du BPU par jour calendaire de retard
Pénalité si le marché n'est pas notifié au 01.01.2027	3000 € HT par jour de dépassement
Pénalité pour absence d'information d'un changement de personnel	1000 € HT par manquement

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble du marché.

## **14. MODALITES RELATIVES AU REGLEMENT**

### **14.1. Avance**

Le présent marché prévoit une avance de 20 % du montant toutes taxes comprises de chaque bon de commande. L'avance est diminuée, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Si le titulaire en a fait la demande dans l'acte d'engagement, l'avance est versée de droit dans les 30 jours suivant la date de notification de chaque bon de commande.

Le remboursement de l'avance sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

### **14.2. Acomptes**

Le présent marché ne prévoit pas d'acompte. Toutefois, dans les conditions prévues à l'article 20, il sera possible de prévoir des acomptes par bon de commande.

## 15. REGLEMENTDES PAIEMENTS

### 15.1. Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes au paiement des acomptes ou du solde seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

DENOMINATION
Libellé au nom de l'Ifremer
Adresse de facturation
Identification du tiers
N°SIRET ou CIF
N° TVA intracommunautaire
N°IBAN
N° Facture
N° Commande (SAP)
Objet de commande (nature)
Objet de commande (quantité)
Montant total HT
TVA (montant, taux)

Les factures non conformes seront rejetées et le délai global de paiement mentionné à l'article 6.3 sera suspendu.

Les factures seront adressées en un seul original à l'une des adresses suivantes :

<a href="https://chorus-pro.gouv.fr">https://chorus-pro.gouv.fr</a> NOM : INST FR RECHERCHE POUR L'EXPLOIT MER SIRET : 330 715 368 00032 Code de service : METROPOLE_DOM
---

### 15.2. Délai global de paiement

Les factures sont réglées à trente (30) jours à compter de la date de transmission de la facture sur CHORUS par virement au numéro de compte du Titulaire sous réserve de livraison de l'ensemble des livrables et de levée de toutes les réserves. Si le délai de règlement par le Pouvoir Adjudicateur d'une facture du Titulaire devenue exigible est supérieur à trente (30) jours, il sera fait application à compter de ce délai d'un taux d'intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

**Pour l'avance :** le point de départ du délai global de paiement est la date de notification de chaque bon de commande.

**Pour les acomptes :** le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la facture du titulaire sur CHORUS.

**Pour le solde :** le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la facture du solde sur CHORUS.

## 15.3. Paiement des co-traitants et des sous-traitants

### 15.3.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être payé au titulaire et à ses sous-traitants ou à l'entreprise mandataire, à ses co-traitants et à leurs sous-traitants. Si l'acte d'engagement ne fixe pas la répartition des sommes à payer au titulaire et à ses sous-traitants, cette répartition résulte de l'avenant ou acte spécial de sous-traitance.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

### 15.3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 3.6 du C.C.A.G-TRAVAUX.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement (lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C.) le compte à créditer.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire doit joindre, en sus de l'avenant ou de l'acte spécial les pièces administratives sollicitées lors de la consultation.

### 15.3.3. Modalité de paiement direct par virements

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné, cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Dans le cas d'un groupement solidaire, la signature du décompte général par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné, cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

## 16. ATTESTATION

Le titulaire signe la déclaration sur l'honneur jointe en annexe au présent CCP.

## 17. ADMISSION DES PRESTATIONS

### 17.1. Opérations de vérification

En complément de l'article 28 du CCAP/PI relatif aux opérations de vérification il est précisé que les livrables sont remis au pouvoir adjudicateur à l'occasion d'une réunion de travail et par courriel en format



word ou excel ou équivalent et une copie PDF validée. En l'absence de réunion de travail les livrables sont remis par mails.

Le pouvoir adjudicateur accusera réception de ces livrables.

Les livrables feront l'objet d'une acceptation écrite du pouvoir adjudicateur qui vaudra, le cas échéant, validation de la phase.

En cas de modification demandée par le pouvoir adjudicateur, les livrables concernés seront retournés et corrigés autant de fois que nécessaires par le titulaire dans le délai qui lui sera imparti, jusqu'à validation finale. Le prix du marché tient compte de ces échanges éventuels, aucun supplément ne pourra être accordé.

## **17.2. Décision suite aux opérations de vérification**

A l'issu des opérations de vérification, le Pouvoir Adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions définies à l'article 29 du CCAP/PI. Toutefois, le présent marché déroge à l'article 29.1 du CCAP/PI, puisque le présent marché ne peut faire l'objet d'une admission tacite.

## **18. DROIT DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE**

Le régime des résultats est soumis à l'article 35 du CCAG.-PI.

L'ensemble des informations communiquées par le pouvoir adjudicateur et/ou ses filiales a un caractère confidentiel et est soumis à l'article 5 du CCAG-PI.

Il est précisé que la rémunération éventuelle des modes d'exploitation futurs, non connus au jour de la signature du marché, est réputée incluse dans les prix figurant au bordereau des prix.

Il est également précisé que le titulaire ne peut pas librement publier les résultats et analyses élaborées dans le cadre du présent marché. Les restrictions de publication liées à l'exigence de confidentialité des résultats interdisent toute publication, même partielle, de ceux-ci.

Cette restriction ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du marché et la nature de celui-ci, qui doivent mentionner que les résultats sont financés par le pouvoir adjudicateur et demeurent sa propriété exclusive. Le pouvoir adjudicateur accorde notamment au titulaire le droit de citer son nom dans le cadre de références pour présenter son savoir-faire.

## **19. PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL**

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

L'utilisation et la durée de traitement des données à caractère personnel sont limitées à l'exécution et à la durée du marché auquel est ajouté un délai de 3 mois.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

Les données à caractère personnel devront être supprimées à l'issue de la durée de traitement précitée.

## 20. CLAUSE DE REEXAMEN

Les parties envisagent de bonne foi la modification du présent contrat.

**En toutes hypothèses, les éventuelles modifications ne doivent ni changer la nature globale du contrat, ni modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentées par le Titulaire lors de la mise en concurrence.**

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir du refus du pouvoir adjudicateur de mettre en œuvre les clauses de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou contester les conditions d'exécution du présent contrat.

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, des modifications peuvent intervenir au cours de l'exécution du marché dans les conditions ci-dessous.

- Pendant l'exécution du marché, le Pouvoir Adjudicateur peut demander au Titulaire l'ajout de prestations au BPU. Le Titulaire peut également proposer ces ajouts. Il s'agit de prestations non prévues initialement au BPU. Les ajouts sont notifiés par ordre de service au titulaire.
- La durée de validité du présent accord-cadre pourra être modifiée pour être en cohérence avec la durée de validité du marché assurance qui sera connue à la fin de la phase 1 du présent accord-cadre. La modification est notifiée par ordre de service au titulaire. Cette modification, ne peut remettre en cause les prix du BPU.
- Modification des prix du BPU

Dans le cadre d'une modification de personnel en cours d'exécution du marché (voir article 8 ci-avant), si le profil proposé ne présente pas le même niveau de qualification et d'expérience que le personnel initialement présenté dans l'offre du Titulaire, celui-ci s'engage à prendre la formation du nouveau personnel à sa charge. De plus, si le nouveau personnel ne présente pas le même niveau d'expérience et de qualification que le personnel initialement présenté dans l'offre du Titulaire, le montant de chaque poste du BPU est revu à la baisse dans une fourchette de 10 à 20 %. Ces modifications sont conclues par avenant.

- Possibilité de prévoir des acomptes

Pour les bons de commande dont la durée d'exécution est supérieure à 5 mois, le titulaire pourra demander le versement d'un ou plusieurs acomptes. Chaque acompte doit être assorti d'un livrable et démontrer qu'il y a eu un début d'exécution des prestations. Dans tous les cas, le Pouvoir Adjudicateur peut refuser l'intégration d'acompte.

## **21. MODIFICATION DU MARCHÉ- AVENANT**

### **21.1. Avenant modificatif**

Le marché peut être modifié par avenant dans les conditions prévues aux articles L2194-1 et R2194-1 et suivants du Code de la commande publique, notamment si des services complémentaires sont devenus nécessaires.

### **21.2. Prestations supplémentaires**

Conformément aux articles R2194-2 et R2194-3 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié dans la limite de 50 % du montant du marché initial avec le titulaire du marché initial, pour des prestations supplémentaires devenus nécessaires et qui ne figuraient pas dans le marché initial. Il faut en outre qu'un changement de titulaire :

- soit impossible pour des raisons économiques ou techniques
- et présente un inconvénient majeur ou risque d'entraîner une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur.

La modification prend alors la forme d'un marché complémentaire.

### **21.3. L'avenant de transfert**

Le marché initial peut être modifié par avenant de transfert, quand le titulaire initial est remplacé par un nouveau titulaire suite à une opération de restructuration du titulaire initial.

## **22. MARCHÉ NEGOCIÉ SANS MISE EN CONCURRENCE**

En application de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, des contrats négociés sans publicité ni mise en concurrence pourront être passés ultérieurement dans les conditions suivantes :

- Pour la réalisation de prestations similaires. Sont considérées comme prestations similaires toutes prestations qui se rapportent directement à l'objet du marché.
- La durée de ces contrats ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du contrat public initial.

La modification prend alors la forme d'un marché complémentaire.

## **23. ARRÊT DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

En application de l'article 22 du CCAP-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché à l'issue de chaque phase d'intervention du prestataire définie au CCP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

## **24. RÉSILIATION**

Les dispositions des articles 36 à 41 du CCAG/PI sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoutent les stipulations suivantes :

- Dans l'hypothèse d'une résiliation pour faute prévue à l'article 39, le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- En complément à l'article 39 du CCAG/PI, la résiliation pour faute du titulaire peut se faire aux frais et risques de celui-ci. La décision de résiliation doit dans ce cas indiquer que le pouvoir adjudicateur fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché au frais et risques du titulaire.
- Dans l'hypothèse d'une résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5% du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

La décision de résiliation, quelle qu'en soit le motif donne lieu à la notification d'un décompte de résiliation au titulaire du marché.

## **25. EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES**

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

## **26. ASSURANCES**

Conformément à la réglementation issue du Code du travail, le titulaire fournit à l'Ifremer à la signature du présent contrat et tous les six (6) mois, jusqu'à sa date d'expiration, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au titulaire et datant de moins de six (6) mois,
- un extrait K-bis de moins de trois (3) mois justifiant de l'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés,
- une déclaration sur l'honneur dans laquelle le Titulaire atteste qu'il a effectué toutes les déclarations nécessaires auprès de l'administration fiscale et, dans l'hypothèse où il emploierait des salariés, que ceux-ci sont employés de façon régulière, conformément au Code du travail.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **27. REGLEMENT DES LITIGES**

Si des difficultés surviennent à l'occasion de l'exécution du contrat, l'IFREMER et le titulaire pourront recourir à la conciliation par le biais du médiateur des entreprises conformément aux dispositions des articles R2197-23 et R2197-24 du Code de la Commande Publique.

Le médiateur des entreprises agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en ont exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend. La saisine du médiateur des entreprises interrompt le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation.

En cas de recours, le litige est porté devant le T.A. de Rennes.

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 43 du CCAG/PI.

## **28. OBLIGATIONS DE CONSEIL**

Le titulaire du marché s'engage à :

- délivrer tout conseil juridique attendu par l'Ifremer en rapport avec le domaine de compétence du titulaire (les demandes de conseil de l'Ifremer peuvent concerner les autres entités du Groupe Ifremer présentes ou à venir) ;
- signaler à l'Ifremer tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution du marché ou du contrat de mise à disposition ;

## **29. PREVENTION DES RISQUES DE CONFLIT D'INTERET ET DE CORRUPTION**

Durant l'exécution du marché, le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'Ifremer et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à avertir l'Ifremer de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'Ifremer les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;



- Informe l'Ifremer de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'Ifremer pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption

### **30. DEROGATIONS AU CCAG**

- L'article 4.1 du présent CCCP déroge aux articles 3.7.2 et 3.8.3 du CCAG-PI
- L'article 7 du présent CCCP déroge à l'article 4.2.1 du CCAG-PI
- L'article 13 du présent CCCP déroge aux articles 14.1.3 du CCAG-PI
- L'article 17.1 du présent CCCP complète l'article 28 du CCAG-PI
- L'article 17.2 du présent CCCP déroge l'article 29.1 du CCAG-PI
- L'article 24 du présent CCCP complète l'article 39 du CCAG-PI

### **31. Annexes :**

Annexe 1 : Spécifications techniques

Annexe 2 : Inventaire des assurances Ifremer et Génavir

## **Annexe 1 : Spécifications techniques**

### **1. Définition de la mission**

La mission est répartie en 5 phases comme suit :

Phases	Missions
Phase 1	AUDIT : Analyse de l'existant et préconisations
Phase 2	Etablissement du contrat de groupement de commande avec la SASU GENAVIR
Phase 3	Etablissement des pièces du dossier de consultation des entreprises
Phase 4	Assistance à la mise en concurrence des entreprises
Phase 5	Assistance à la mise en place des contrats
Phase 6	Mission d'assistance et de conseils
Phase 7	Rédaction d'une FAQ destinées au personnel et portant sur les assurances souscrites dans le marché (environ 60 questions)

### **2. Conditions d'exécution de la mission**

#### **2.1. Contexte de la mission**

Les couvertures assurantielles porteront sur :

- les dommages aux biens mobiliers et immobiliers en France métropolitaine, Belgique et outre-mer et risques annexes,
- la flotte automobile (y compris remorques, chariots élévateurs...) et risques annexes,
- la responsabilité civile et risques annexes (responsabilité des dirigeants, sources de rayonnements ionisants...),
- la protection juridique,
- l'assistance aux salariés et autres personnes physiques en lien avec le groupe Ifremer au cours de leurs missions en tout lieu ainsi que les risques annexes,
- les dommages et pertes matérielles subis par les équipements et marchandises (y compris produits dangereux) pendant leur transport, stockage et utilisation, y compris immersion, et risques annexes
- les dommages et pertes de toutes natures subis par les navires, embarcations, engins et véhicules sous-marins, drones marins et risques annexes,
- la responsabilité civile résultant de l'utilisation des navires, de leurs équipements et risques connexes,
- la cybersécurité (si validé par l'Ifremer).

La liste des polices actuelles est présentée aux 2 et 3 du présent CCCP, elle n'engage pas l'Ifremer.

#### **2.2. Descriptif de la mission**

Les 7 phases de la mission peuvent être définies comme suit :

##### **Phase 1 : AUDIT : Analyse de l'existant et préconisations**

Pour cette première phase, les services de l'Ifremer et de la SAS GENAVIR mettront à la disposition du titulaire les documents en leur possession nécessaires à la réalisation des missions. Ces documents seront mis à disposition, au plus tard dans les 15 jours suivants la notification du présent accord-cadre.

Les missions de la phase 1 sont les suivantes :

La mission est de vérifier l'adéquation de la couverture assurancielle aux besoins actuels et les risques encourus. Elle implique :

1. Analyse des contrats d'assurance souscrits par Ifremer et GENAVIR, notamment :
  - Inventaire des contrats d'assurance en cours : objet, date d'effet, etc
  - Adéquation des contrats en cours aux risques potentiels et à la sinistralité,
  - Mise en évidence des garanties insuffisantes ou excessives compte tenu du besoin,
  - Echanges avec les directions concernées pour évaluer les besoins et apporter des conseils (ex : assurance cybersécurité)
  - Examen d'éventuelles redondances de garanties avec d'autres contrats,
  - Examen des clauses dont la rédaction peut se révéler litigieuse,
  - Récolte des données actualisées : sinistralité, surface des bâtiments, valeur mobilière, personnels, etc.
  - Cartographie des risques
2. Préconisations de la stratégie d'achat
  - Préconisations sur l'opportunité d'un groupement de commande entre Ifremer et ses filiales (notamment la SASU GENAVIR) pour le marché assurances, définissant notamment les assurances à prendre conjointement ou séparément.
  - Nécessité de recourir ou non à un ou plusieurs courtier(s)
  - Identification des contrats d'assurance à conclure et assistance des équipes
  - Estimation des budgets,
  - Détermination du choix de la procédure de mise en concurrence, dans le respect du Code de la commande publique et du Code des assurances,
  - Etablissement d'un rétro-planning de la procédure de mise en concurrence des nouveaux contrats et, le cas échéant, de la procédure de résiliation, lorsque nécessaire, des contrats en cours pour une validation en conseil d'administration début octobre 2026 et une prise d'effet de l'ensemble des contrats au 01/01/2027.
  - Panorama économique des domaines incluant l'état de la concurrence
  - Mesure des impacts économiques sur le budget de l'institut

Livrables :

#### **Présentation des résultats**

Le rapport fera l'objet d'une présentation préalable à l'institut, sous forme d'une réunion.

#### **Rapport d'audit**

A l'issue de cette 1ère phase, le titulaire remettra un rapport reprenant, notamment, l'ensemble des éléments ci-dessus détaillés qu'il aura examiné.

Le rapport sera l'objet d'une présentation préalable à l'institut et à la SASU GENAVIR.

#### **Phase2: Etablissement du contrat de groupement de commande**

Cette phase 2 dépend des résultats de la phase d'audit, des recommandations du titulaire et de la décision de l'Ifremer.

Le titulaire devra proposer un contrat de groupement de commande avec la SASU GENAVIR qui devra notamment définir, en fonction des usages courants :

- Les rôles de chaque entité dans les relations avec les courtiers et assureurs ;
- Les règles et répartitions en matière de paiement des primes, notamment en ce qui concerne les polices souscrites au profit des 2 entités et les évolutions des polices ;
- Les modalités de répartition des bonus, malus, surprimes entre chaque entité.

### Phase 3 : Etablissement des pièces du dossier de consultation des entreprises

Les missions de cette troisième phase seront exécutées par le titulaire conformément aux résultats de la phase 1 et 2, et notamment aux préconisations qu'il aura faites s'agissant du nombre et de la forme du ou des marchés à passer, seul ou en groupement, sous réserve de l'acceptation de ses conclusions par le pouvoir adjudicateur.

- Pour l'établissement de ces pièces, le titulaire devra préalablement définir :
  - Le besoin (risques à couvrir, limites et exclusions éventuelles de garantie, durée du marché, etc.),
  - Les caractéristiques de la mise en concurrence (pièces exigées au titre de la candidature, de l'offre, critères de sélections des candidatures et de jugement des offres, négociation, etc.).
  - Le cadre de la réponse technique et les grilles de choix tant pour les candidatures que pour les offres
- Rédaction matérielle des pièces du DCE, notamment
  - Règlement de la consultation,
  - Acte d'engagement,
  - Cahier des clauses administratives particulières,
  - Cahier des clauses techniques particulières,
  - Pièce(s) financière(s),
  - Annexes éventuelles (cadre de réponses technique....).
- Préparation de l'avis d'appel public à la concurrence :
  - Rédaction de l'avis d'appel à la concurrence (AAPC),
  - Rédaction d'un règlement de la candidature, d'un cadre de réponse, en cas de procédure avec une phase candidature et une phase offre distincte

Le DCE finalisé sera présenté au pouvoir adjudicateur, le cas échéant en commission, avant lancement du marché.

### Livrables :

A l'issue de cette 3ème phase, le titulaire remettra l'ensemble des documents cités ci-avant.

### Phase 4 : Assistance à la mise en concurrence des entreprises

#### Cette phase consiste à analyser et classer les candidatures et les offres

- Assistance en cas de questions avant la remise des candidatures et des offres:  
Répondre aux questions des candidats/soumissionnaires avant la remise des candidatures et des offres,
  - Le cas échéant, modification des pièces du DCE.
- Assistance à l'analyse des candidatures et des offres :
  - Analyse administrative et technique détaillée des candidatures et des offres : argumentaire, tableaux synthétiques, etc.,
  - Demandes de précision lorsque celles-ci se révèlent nécessaires (rédaction des demandes et analyses des réponses).
  - Le cas échéant, modification des pièces du DCE

- Assistance et conseil, le cas échéant, pour la préparation et la conduite des négociations, notamment :
  - Fourniture d'un support de négociation,
  - Participation aux entretiens de négociation,
  - Rédaction des comptes rendus de négociation,

Le rapport d'analyse détaillé des propositions finalisées sera, le cas échéant présenté en commission.

Livrables :

**Réunion de présentation des résultats**

Le titulaire présentera en réunion le résultat entre chaque négociation et le résultat final.

**Rapport d'analyse**

A l'issue de cette 4ème phase, le titulaire remettra :

- Le rapport d'analyse détaillé des candidatures et des offres

**Phase 5 : Assistance à la mise en place des contrats**

Lors de cette phase, le titulaire devra notamment assurer les missions suivantes :

- Vérification, avant signature, de la conformité des nouveaux contrats aux offres retenues,
- Assistance en cas de dysfonctionnement,
- participation, si nécessaire, à la mise au point des nouveaux contrats aux offres retenues.

**Phase 6 : Assistance et conseils dans l'exécution des contrats**

Durant cette phase, le titulaire aura pour mission à titre d'exemple :

- de répondre aux demandes de consultations et de conseils relatives aux polices souscrites et aux sinistres,
- de vérifier la conformité des avenants proposés par les courtiers ou assureurs,
- d'assister le titulaire, et le cas échéant, la SASU GENAVIR, en cas de litige ou de dysfonctionnement,
- de répondre à des questions génériques sur les assurances

**Livrables :**

**Chaque demande doit faire l'objet d'un rapport d'intervention**

**Phase 7 : Rédaction d'une FAQ destinées au personnel et portant sur les assurances souscrites dans le marché (environ 60 questions)**

Cette FAQ vise à compléter les résumés des polices préparées par les titulaires du marché assurance. Elle a pour objet de répondre dans un langage clair et accessibles aux questions des salariés du pouvoir adjudicateur sur la couverture, l'application et le fonctionnement des assurances souscrites.

Un exemple de questions posées sera disponible sur demande.



## Annexe 2 : Inventaires assurances IFREMER - GENAVIR

### 1 Assurances souscrites par Ifremer (GENAVIR co-assuré)

Corps de Navire	<p><b>GARANTIE « TOUS RISQUES »</b> : Pour 5 navires, selon police française d'assurance maritime sur corps de tous navires « tous risques » à l'exclusion des navires de pêche, de plaisance et des navires de construction de, complétée de la clause additionnelle « assurance « bonne arrivée » et extension de recours ».</p> <p><b>GARANTIE « FAP SAUF »</b> : Pour 5 navires, selon police française d'assurance maritime sur corps de tous navires « tous risques » à l'exclusion des navires de pêche, de plaisance et des navires de construction, complétée de la clause additionnelle « Garantie F.A.P. Sauf... » et de la clause additionnelle « assurance « bonne arrivée » et extension de recours ».</p> <p><b>ASSURANCE " BONNE ARRIVEE "</b> Assurance risques de guerre pour 4 navires</p>
P & I	<p><b>Garantir les recours de</b> tiers qui pourraient être exercés contre 10 navires de recherche (comprenant des navires de recherche hauturiers et côtiers) assurés conformément aux Conditions Générales couvrant la Responsabilité du Propriétaire de navire de mer.</p>
Dommages aux biens	<p><b>La police a pour objet de garantir les :</b>  Biens assurés contre tous dommages matériels qui sont la conséquence d'un évènement non exclu  . Frais et pertes divers y compris les frais supplémentaires, les recours qui sont la conséquence d'un dommage matériel garanti  . Biens ROV Victor 6000, submersible Nautilie, les AUV dont le HROV Ariane, les équipements sismiques et tous les matériels annexes et périphériques lorsqu'ils sont à terre  . Location de bureaux  <b>Les biens couverts sont en métropole, Belgique, DOM, Polynésie française et Nouvelle Calédonie</b></p>
R.C. Professionnelle	<p><b>Garantir</b> les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'Assuré en raison <b>des dommages corporels, matériels et/ou immatériels causés aux tiers y compris les clients, occasionnés du fait de l'exercice de ses activités déclarées.</b>  <b>Assurés :</b>  Le souscripteur  . Toute personne physique travaillant pour le compte de l'Ifremer, y compris les stagiaires mêmes s'ils continuent à être rémunérés par leur employeur  . Le GIE GENAVIR et ses préposés, dans le cadre de la gestion technique de navires de recherches et d'engins ou d'équipements appartenant ou non à ses membres.</p>

R.C. 2ème ligne	Les garanties s'exercent dans les termes et conditions du contrat de 1ère ligne.
R.C. Radio Eléments	<b>Garantir les conséquences</b> pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'Assuré aux termes des dispositions légales en vigueur, en raison <b>des dommages causés aux tiers par les sources de rayonnements ionisants.</b>
R.C. des Dirigeants	<p><b>La police a pour objet de garantir :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ La prise en charge des frais de défense exposés par les assurés pour leur défense civile et/ou pénale dans le cadre d'une réclamation;</li> <li>■ La couverture des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile (individuelle ou solidaire) des assurés du fait de toute faute professionnelle réelle ou alléguée commise dans l'exercice de leur fonction de dirigeant.</li> </ul>
Assistance salariés	<p><b>Le contrat a pour objet de faire bénéficier l'Assuré des garanties décrites au cours des missions</b> qu'il effectue pour le compte du Souscripteur pendant la durée du contrat. Les assurés sont :</p> <p><b>Catégorie A</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. L'ensemble des salariés, stagiaires, bénévoles du Souscripteur</li> <li>. L'ensemble des personnes invitées par l'Ifremer</li> <li>. Sont également considérées comme Assurés les mandataires sociaux, les dirigeants et les administrateurs du Souscripteur.</li> </ul> <p>Toutefois les garanties ne sont pas acquises aux personnes ayant les statuts suivants dans l'Entreprise : Expatriés, Détachés.</p> <p><b>Catégorie B</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. Le personnel salarié ou bénévole des Comités d'entreprise et d'établissement, pour le compte des filiales.</li> </ul> <p>Lorsque cela est formellement indiqué, certaines garanties sont également acquises au conjoint et aux enfants à charge de l'Assuré lorsqu'ils accompagnent ce dernier durant une Mission pour le compte du Souscripteur.</p>
Individuel Accident (mission - vols aériens)	<b>Garantir l'ensemble des salariés, stagiaires et bénévoles de l'Ifremer</b> , ainsi que toute personne invitée par l'Ifremer en cours de mission en dehors de leur pays de résidence

## 2 Assurances souscrites par Ifremer seul

Assurance	Résumé
TSU "transport, séjour, utilisation"	<p><b>L'assurance TSU a pour objet de couvrir tous les dommages et pertes matériels subis par les marchandises pendant leur transport, séjour et utilisation</b> quel que soit le mode de transport (terre, air, mer et fleuve) et pour lesquelles l'IFREMER a la charge de l'assurance.</p> <p>Les garanties de la présente police s'exercent aux conditions « Tous Risques » de pertes ou dommages matériels subis par les marchandises assurées et résultant d'un évènement garanti dont l'origine survient :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ En cours de transport : marchandises confiées à un transporteur public de marchandises ou bien en propre compte</li> <li>■ En séjour / stockage (tels que séjour intermédiaire en cours de transport, exposition ...)</li> <li>■ En utilisation et test (y compris le bris de machine, accident d'exploitation..)</li> </ul> <p>Les frais complémentaires sont aussi garantis (tels que les frais de retraitement, les contributions aux avaries communes, de destruction....).</p>
R.C. Embarcations	Garantir les recours de tiers qui pourraient être exercés contre les unités assurées conformément aux Conditions Générales couvrant la Responsabilité du Propriétaire de navire de mer.
Dommages Vélos électriques	Le contrat a pour objet de garantir les dommages sur les vélos électriques
Dommages Drone	Le contrat a pour objet de garantir les dommages aux drones.
R.C. Drone	<p><b>Garantie Dommages aux biens.</b> Drone avec garantie Responsabilité civile aviation.</p> <p>Activité : observations, de surveillance, d'imagerie, se déroulant hors zone peuplée et en zone peuplée, sans survol de tiers.</p>
Parc auto LLD et propriété de l'Ifremer	<p><b>Le contrat a pour objet l'ensemble des véhicules à moteur immatriculés</b>, attelés ou non de remorques, et toutes remorques même dételées, tous engins automoteurs soumis à l'obligation d'assurance prévue à l'article L.211-1 du Code des assurances appartenant à l'Ifremer, pris en location ou prêtés par l'Ifremer, et plus généralement tout véhicule se trouvant à titre quelconque placé sous la garde juridique de l'Ifremer.</p> <p>Les garanties s'exercent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>en France métropolitaine et d'Outre-Mer, dans le pays de l'Union européenne et dans les pays où la carte internationale (carte verte) est en vigueur dans les principautés d'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, ainsi que dans les Etats du Saint-Siège et de la République de Saint-Martin.</li> </ul>
Auto-mission	<p>■ <b>Les déplacements professionnels des collaborateurs du Souscripteur utilisant leurs véhicules personnels, autorisés par lui pour les besoins de son activité, sur demande de son commettant.</b> L'assurance s'exerce sur les véhicules terrestres à moteurs à quatre roues de moins de 3T500 (véhicules de tourisme ou utilitaires) ainsi que sur les deux roues, immatriculés en France dont la carte grise est au nom des préposés salariés du souscripteur ou de leur conjoint ou concubin en qualité propriétaire ou de locataire avec option d'achat. La garantie est étendue à tout véhicule placé sous la garde juridique du collaborateur à l'exception des véhicules pris en location courte durée ou appartenant ou étant sous la garde juridique du Souscripteur. Il est précisé que les bénéficiaires de la présente garantie ne sont pas dispensés de satisfaire à l'obligation</p>

	d'assurance prescrite par l'article L. 211.1 du Code des Assurances. La présente garantie ne constitue pour les préposés qu'une extension d'usage.
--	--

### **3 Assurances souscrites par GENAVIR seul**

#### **POLICE « FLOTTE AUTOMOBILE »**

##### **PRINCIPALES CARACTERISTIQUES**

Le contrat a pour objet de garantir le risque de circulation des entreprises qui utilisent les véhicules pour leur propre compte.

##### **TERRITORIALITE DE LA GARANTIE**

Les garanties du présent contrat s'exercent dans les pays mentionnés et non rayés sur la carte verte internationale d'assurance en été de validité, à l'exception :

- De la garantie catastrophes naturelles qui s'exerce en France Métropolitaine, dans les départements d'outre-mer, à Mayotte et à St Pierre et Miquelon.
- Des attentats qui s'exercent sur le territoire national.

Pour l'assistance et la protection juridique étendue, la territorialité est définie à chacune des garanties.

#### **POLICE « AUTO MISSION »**

##### **OBJET DE L'ASSURANCE**

Ce contrat a pour objet de garantir les collaborateurs du souscripteur qui utilisent leur véhicule personnel pour les déplacements professionnels.

La Responsabilité civile du commettant sera garantie pour les dommages causés aux tiers du fait des collaborateurs. Il ne dispense pas les collaborateurs de satisfaire, pour leur véhicule personnel, à l'obligation d'assurance prévue par l'article L 211.1 du code.

Les dommages aux véhicules des collaborateurs peuvent également être garantis. Une prestation Assistance peut également être proposée.

La MISSION doit être confiée, autorisée et définie par le souscripteur GENAVIR.

On entend par MISSION un trajet exceptionnel en rapport direct avec l'activité du souscripteur ; hors trajets domicile-travail.

##### **ETENDUE TERRITORIALE**

Les garanties du présent contrat s'exercent dans les pays signataires au jour du sinistre du système carte verte, à l'exception de la garantie Catastrophes Naturelles qui s'exerce en France métropolitaine, dans les départements d'Outre-Mer, à Mayotte, et à St Pierre et Miquelon.

**POLICE « INDIVIDUELLE ACCIDENTS / ASSISTANCE RAPATRIEMENT »  
OBJET DE L'ASSURANCE**

Il s'agit principalement de garantir, dans les conditions et limites fixées par le contrat :

- Décès – Invalidité Absolue définitive 3ème catégorie Sécurité sociale
- Indemnité en cas d'hospitalisation et de coma
- Frais médicaux et Assistance aux personnes
- Assistance Voyage
- Incidents de voyage
- Responsabilité civile à l'étranger
- Enlèvement
- Protection crise

**ETENDUE TERRITORIALE**

Les garanties s'exercent dans le monde entier.

Sont toutefois exclus de la couverture enlèvement / évacuation politique, les événements se produisant dans les états suivants : Colombie, Mexique, Irak, Nigéria, Philippines, Mer de la Sonde, Golfe de Guinée, Golfe d'Aden, Détroit de Malacca, Mer de Chine du Sud, Golfe de Bengale.

**POLICE « TRANSPORT »  
OBJET DE L'ASSURANCE**

Le contrat garantit :

1. D'une part, automatiquement contre les risques de transport, dans les conditions ci-après déterminées :

Tous matériels et/ou équipements et/ou produits et/ou outillages et/ou engins de navigation et/ou facultés et/ou marchandises, neufs ou usagés, entrant dans le cadre d'activité de l'assuré, transportés par voie maritime, fluviale, terrestre et aérienne, dès lors que l'assuré a un intérêt assurable.

Sont ainsi pris en compte au titre de la présente police, sans pour autant que cette liste ne soit limitative :

- les contrats de vente et/ou d'achat lorsque le vendeur ou l'acheteur lui impose de soigner l'assurance « transport » (Ventes CIF, franco destination, etc. / Achats C&F, FOB, Ex works, etc.),
  - les transports inter-établissements des produits, matériels ou marchandises appartenant ou confiés à l'Assuré et qui sont transportés entre ses divers établissements ou ceux de tiers, tels que prestataires de service (emballeurs) ou sous-traitants ou fournisseurs, y compris les séjours chez lesdits tiers,
  - les produits et/ou matériels transportés dans des véhicules appartenant et/ou pris en location par l'Assuré, dont notamment les déplacements terrestres du navire scientifique HALIOTIS au moyen des véhicules de GENAVIR.
2. D'autre part, sur déclaration préalable les équipements et matériels scientifiques maritimes en séjour à terre ou à bord des navires gérés par l'assuré, ou en cours d'utilisation et/ou d'immersion.



Il est précisé que le bris fonctionnel est exclu pendant les phases d'utilisation, immersion, flottaison et remorquage.

**ETENDUE TERRITORIALE**

La garantie du présent contrat s'entend de tous points du Globe à tous points du Globe, par tout moyen de transport maritime, terrestre, fluvial ou aérien.